



Syndicat **Unitaire** des **Personnels** des **Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Bilan social de la municipalité parisienne : zéro pointé !

La présentation du rapport social unique 2023 est pour nous l'occasion de revenir sur le bilan social de la municipalité parisienne.

Le bilan n'est pas bon et les avancées quand il y en a, sont le plus souvent le fruit des actions des personnels et des organisations syndicales.

Les conditions de travail se dégradent

C'est le ressenti de très nombreux agent.es et il y a pour cela de bonnes raisons.

Les effectifs augmentent de 7 000 agent.es entre 2001 et 2008 principalement grâce à l'accord sur la réduction du temps de travail. Ils n'ont pratiquement pas bougé depuis alors que les missions se sont étendues et complexifiées.

Depuis 2013 et malgré l'inflation de 18% depuis, le budget dédié à la prévention est resté stable à 34 millions d'euros. Le nombre d'accidents de travail augmente (3 531 au lieu de 3 333) tout comme le nombre de maladies professionnelles reconnues 284 au lieu de 173. Les méthodes managériales en œuvre pour atteindre les objectifs fixés sur le papier ne font que contribuer à la perte de sens du travail et donc au Burn-out, au harcèlement, aux discriminations et plus généralement à la souffrance au travail.

Alors que les besoins de formation pour prendre en compte les nouvelles technologies et les nouveaux métiers augmentent, le nombre de journée de formation par agent.e passe de 2013 à 2023 de 5,7 jours de formation à 5, et les coûts pédagogiques à 21,4 millions d'euros diminuent de 600 000 euros et représentent moins de 0,8% de la masse salariale.

Trop d'agent.es restent sur le carreau dans le cadre de la reconversion professionnelle, faute de moyens, de compétence et parfois de bienveillance.

Une baisse importante de la masse salariale

La perte de pouvoir d'achat des agent.es est visible dans les comptes de la Ville. Alors qu'entre 2019 et 2023 la hausse des prix a atteint 12,7 % la masse salariale n'a augmenté que de 8,8%, la Ville de Paris est très loin de compenser les baisses de pouvoir d'achat des agent.es.

Et l'augmentation du salaire moyen progresse plus vite que le salaire médian, cela signifie que la politique de la Ville continue de creuser les inégalités de rémunérations. Les 10 plus hauts salaires de la Ville ont plus augmenté que la moyenne des salaires.

La baisse du pouvoir d'achat n'est pas compensée. C'est malheureusement éclatant en matière d'action sociale, voir [ICI](#) pour un bilan détaillé. Les demandes d'aides financières exceptionnelles, de logement social, d'hébergement d'urgence explosent.

Mais alors que la ville attribuait 815 logements en 2010 avec un objectif de 1 000, elle n'en attribue plus que 519 en 2023. Les sommes consacrées à l'hébergement d'urgence des agent.es en difficulté sont passées de 4 300 000 euros à moins de 500 000. En euros constants, les dépenses totales d'action sociale ont baissé de 18% depuis 2009.

Pas étonnant, non plus, que dans ce contexte, les moyens consacrés à l'égalité femmes hommes, malgré quelques décisions sur les primes, ne suivent pas dans les filières les plus féminisées. L'égalité a un coût en effet !

Une utilisation abusive de contractuel.les et de vacataires

L'action syndicale a permis de réels progrès dans certains secteurs en matière de précarité. Par exemple, le nombre d'agent.es titulaires a augmenté de plus de 1 000 dans l'animation depuis 2013 et à notre demande un plan de déprécarisation insuffisant a été mis en œuvre.

Mais la municipalité continue à abuser de la précarité, 45 000 fonctionnaires, mais plus de 15 000 vacataires dont environ 10 000 sur emploi permanent et 6 500 contractuel.les. Le nombre de contractuel.les à temps complet sur emploi permanent a augmenté de 600 depuis 2020. La municipalité invoque de réelles difficultés en matière de recrutement dans certaines professions pour recruter des contractuel.les, mais ni les effectifs dédiés par exemple pour l'organisation des concours, ni les moyens dont elle se dote pour former et conserver les agent.es ne suffisent à faire face à cette crise.

Tout ne dépend pas de Paris mais beaucoup en dépend

Les politiques libérales des gouvernements ont des effets catastrophiques en matière de qualité du service public, de formation, de salaires et de conditions de travail.

Cependant la municipalité parisienne dispose encore de marges considérables. Ce bilan « social » illustre que la municipalité parisienne n'a pas fait le choix de la solidarité avec le personnel et qu'un dialogue constructif et argumenté ne suffit pas à la convaincre de changer.

C'est pourquoi, nous voulons contribuer à organiser la solidarité des personnels sur les lieux de travail, construire des propositions alternatives de fonctionnement respectueuses des agent.es, agir par tous les moyens, si possible en intersyndicale, y compris par la grève pour l'augmentation des effectifs, l'amélioration des conditions de travail et des rémunérations.